



COMPTE-RENDU DU COLLOQUE

du 14 décembre 2017



**Les Balkans occidentaux,
entre intégration et fragilités**

Le présent rapport est fondé sur les opinions exprimées par les intervenants et participants à un atelier organisé par Interaxions, le cercle de réflexion de la Direction Générale de la Sécurité Extérieure. Le présent rapport est diffusé pour nourrir la réflexion.

Il ne s'agit pas d'un document analytique et il ne représente la position officielle d'aucun des organismes participants.

L'atelier s'est déroulé conformément à la règle de Chatham House ; les intervenants ne sont donc pas cités et les noms des conférenciers et des participants ne sont pas révélés.

« Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle, par quelque procédé que ce soit, des pages ou images publiées dans la présente publication, faite sans l'autorisation écrite de l'auteur est illicite et constitue une contrefaçon ».

(Loi du 11 mars 1957, art.40 et art. 41 et Code pénal art. 425).

Imprimé en France, août 2018/

© Direction Générale de la Sécurité Extérieure

TABLE DES MATIÈRES

Présentation	5
Introduction.....	7
Pourquoi s'intéresser aux Balkans occidentaux ?.....	9
Les dynamiques internes.....	13
Les facteurs crisogènes	19
Les influences externes.....	27
Quelles perspectives pour les Balkans occidentaux ?...	35
Ordre du jour	41

Présentation

Interaxions, le cercle de réflexion de la DGSE, a pour mission d'enrichir les capacités d'analyse et d'anticipation de la DGSE dans un contexte international particulièrement incertain, en situant la DGSE au carrefour des connaissances pour mieux comprendre le présent et anticiper l'avenir. La réflexion stratégique et prospective, complémentaire au renseignement, contribue à l'indépendance d'évaluation de notre nation.

Interaxions constitue un lieu de rencontre privilégié pour interagir avec toutes les expertises, universitaires, académiques ou professionnelles, françaises ou étrangères, sur le seul critère de l'excellence.

Chacun, par son expérience et par son approche spécifique, détient une des multiples clés de compréhension de la réalité. Cela permet aussi de faire profiter les participants extérieurs de l'expertise parfois unique de nos analystes. Interaxions contribue au décloisonnement et au dialogue entre ces différents acteurs.

Les évènements organisés par Interaxions sont ouverts à la communauté française du renseignement, à nos partenaires institutionnels et correspondants nationaux, et plus largement à l'écosystème français de la réflexion stratégique, auquel Interaxions apporte sa contribution. Certains évènements sont organisés avec nos homologues étrangers.

Introduction

Interaxions, le cercle de réflexion de la DGSE, a organisé le 14 décembre 2017 un colloque autour du sujet des « Balkans occidentaux, entre intégration et fragilités ».

Lors de cette journée d'étude le propos d'introduction et les quatre tables rondes successives ont été animés par plus d'une quinzaine d'intervenants pluridisciplinaires.

La présente publication présente une synthèse des présentations et des débats, soumis aux règles de Chatham House, qui prescrivent l'anonymat des participants et des propos. Ces propos ne représentent en aucun cas la position de la DGSE, mais celle des différents intervenants.

La centaine d'invités a été choisie parmi les partenaires institutionnels du Service, la communauté française de réflexion stratégique, et la communauté française du renseignement. Des représentants de la République fédérale d'Allemagne ont également participé à ce colloque.





**Pourquoi s'intéresser aux
Balkans occidentaux ?**

Pourquoi s'intéresser aux Balkans occidentaux ?

Ce colloque témoigne de la vitalité des liens franco-allemands pour conduire une réflexion commune appliquée à des enjeux partagés. Les Balkans constituent, en effet, un sujet de préoccupation commune. Le sens de ce colloque, « Les Balkans occidentaux, entre intégration et fragilités », est d'évaluer la situation de la zone et de dresser des perspectives.

Considérés de nos jours comme un risque secondaire, les Balkans sont sortis du « radar » des pays européens depuis le début des années 2000 en raison de crises plus pressantes au Sud et à l'Est de l'Europe. Cependant, si le terme « balkanisation » est entré dans notre dictionnaire, cela traduit bien la vivacité du souvenir des conflits balkaniques. Aujourd'hui, en dépit des progrès réalisés ces dix dernières années, les nuages s'accumulent sur la région. On observe, en effet, la résurgence de tensions diverses. Parmi les motifs d'inquiétude, les conflits ethno-religieux sous-jacents, marqués par les séquelles des précédentes guerres civiles, semblent de nouveau menacer l'avenir. De plus, les mauvaises gouvernances locales, les phénomènes de corruption ou encore le crime organisé sont autant de multiplicateurs de l'instabilité.

Dans ce contexte, il faut garder à l'esprit que les Balkans sont animés par une multitude d'acteurs ayant des intérêts différents. Certains protagonistes peuvent afficher des positions pragmatiques en matière de politique étrangère, tout en tentant d'assurer leur pouvoir dans la durée à la tête du pays. Si les progrès économiques de certains pays favorisent la stabilité, leurs politiques de voisinage peuvent au contraire exacerber les antagonismes et participer à un regain de tensions. Dans d'autres

pays, l'État est conçu d'un point de vue strictement patrimonial, et la corruption gangrène sa capacité à répondre aux attentes de la population en termes de redistribution de ressources et de développement humain. De plus, le crime organisé, profondément ancré dans certains cas, freine les réformes nécessaires.

Les acteurs balkaniques sont parfois influencés par l'extérieur. Parmi ces influences diverses, aux motivations et objectifs composites, on peut citer la Russie, qui, d'une part, profite des tensions et conflits religieux ou ethniques et, d'autre part, soutient et instrumentalise les nationalismes. Les Balkans constituent également le théâtre de rivalités plus lointaines, avec notamment l'Arabie Saoudite, l'Iran ou la Turquie, très présente au Sandjak serbe, qui s'y livrent une concurrence pour accroître leur influence dans la région.

On ne peut toutefois réduire l'espace balkanique occidental à son potentiel crisogène. Des perspectives d'intégrations se présentent également. Vu des acteurs européens, la gestion des Balkans occidentaux relève essentiellement de l'Union européenne (UE). Cette dernière agit à la jonction des problématiques internes et externes, puisqu'elle joue un rôle à la fois dans la sécurité de la région ainsi que dans les réformes politiques et économiques des différents États. L'enjeu est de relever ensemble les défis pour apaiser les tensions et désamorcer les conflits latents et permettre aux pays des Balkans occidentaux de devenir de véritables partenaires de l'Europe.



**Les dynamiques
internes**

Les dynamiques internes

Les dynamiques internes se caractérisent par un constat simple : la construction des nouveaux États sur les ruines de l'ancienne Yougoslavie est un processus resté inachevé. Aucun pays dans la région n'a aujourd'hui la capacité de gérer seul les difficultés auxquelles il se trouve confronté, même si la Serbie apparaît la plus avancée à ce niveau. Les coalitions démocratiques restent fragiles, comme en Macédoine, même si le gouvernement est tourné vers l'Europe et ses voisins.

La question de la corruption des élites est un problème profond et durable qui constitue, avec l'emploi, l'une des préoccupations prioritaires des populations. Les appareils d'État actuels issus de l'héritage de la guerre demeurent imbriqués avec les réseaux mafieux. Après la cessation des hostilités, l'UE a privilégié la stabilité à la lutte contre la corruption. Or, à la fin des années 1990, le crime organisé a connu une période de grande prospérité basée sur les intérêts directement monétaires plutôt que sur des considérations ethniques et religieuses. Les sanctions économiques appliquées par la suite ont directement affecté les populations, tout en renforçant paradoxalement les réseaux criminels en lien avec le pouvoir.

Le nationalisme radical qui prévalait dans les Balkans dans les années 1990 s'est progressivement transformé en nationalisme modéré « euro-compatible », mais avec les mêmes élites politiques. Or la réconciliation ne se décrète pas, c'est un processus long qui comprend forcément une dimension internationale, mais qui implique surtout que les dirigeants politiques confrontent leur passé et qu'ils aient la capacité de

formuler un projet commun tourné vers l'avenir. La question est de parvenir à recréer un État et un système politique commun. Elle se pose notamment en Bosnie-Herzégovine, où les accords de Dayton ont établi une paix par la séparation.

Dans ce contexte, la réconciliation interethnique est une condition fondamentale de la résolution de la crise latente des Balkans. Or, près de 20 ans après la fin de la guerre de Yougoslavie et en dépit d'un soutien massif au processus de réconciliation, peu de résultats ont été accomplis en la matière. L'ONU et l'UE ont ainsi agi en créant la première cour pénale internationale *ad hoc* pour juger les massacres et nettoyages ethniques commis et mis en place la Mission intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK), remplacée en 2008 par la plus vaste mission de l'UE dans le cadre de sa politique de sécurité et de défense commune : EULEX Kosovo. En outre, un grand nombre d'ONG sont intervenues dans la région. À titre d'exemple, plus de 200 étaient présentes au Kosovo pour aider à la reconstruction début 2000.

Néanmoins, le nationalisme et la conflictualité n'ont pas disparu pour autant, rendant difficile le processus de réconciliation, qui suppose comme préalable de s'accorder sur les faits qui se sont produits. Or, les élites politiques de la région, qui se trouvaient dans des camps antagonistes dans les années 1990, montrent peu d'intérêt pour le processus de réconciliation. Certains responsables politiques en Serbie, en Croatie, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo ont même œuvré à rendre le travail des acteurs de la réconciliation le moins visible possible, voire à le discréditer, en attaquant leurs liens avec des entités étrangères.

L'exercice de discrédit a également été soutenu par des organes de presse, certains milieux académiques et organisations sociales. Par conséquent, les acteurs locaux non-gouvernementaux de la réconciliation ont souvent été présentés comme des « traîtres », alors que les institutions internationales qui les soutiennent pâtissent d'un grave déficit de confiance. Cette tendance représente un obstacle majeur au processus de paix, dont l'UE et les dirigeants politiques d'Europe occidentale doivent se saisir pour construire une paix durable dans les Balkans occidentaux.

Au-delà des projets politiques domestiques, il est pertinent d'interroger d'autres possibles facteurs structurants des dynamiques internes. Aujourd'hui, la région est connue pour receler des matières premières abondantes. Le Kosovo, par exemple, est l'un des espaces les plus riches en minerais d'Europe, avec du fer, du plomb, du zinc, du cuivre, de l'argent, de l'or, du nickel, de la bauxite et du manganèse. À cet égard, le prisme de l'énergie mérite un examen attentif dans la mesure où il est susceptible d'affecter la politique interne des Balkans et peut constituer un socle pour l'intégration régionale.

En effet, la chute du communisme et le passage à une économie de marché soulèvent de nombreuses problématiques liées à l'énergie, en lien avec le développement et la reconstruction d'infrastructures insuffisantes, vieillissantes ou endommagées pendant la guerre. Les infrastructures électriques et gazières et interconnexions entre les systèmes sont ainsi sous-développées en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et en Macédoine. La Croatie, reliée aux systèmes électriques slovène et italien ainsi qu'au gazoduc hongrois, bénéficie d'une meilleure situation. La Croatie et la Bosnie-Herzégovine sont interconnectées en

électricité, mais la qualité des infrastructures elles-mêmes laisse à désirer, alors même que ce réseau alimente également le Monténégro et l'Albanie. Les infrastructures de gaz sont très développées en Croatie et en Serbie, mais sous-développées en Bosnie-Herzégovine et inexistantes au Kosovo, au Monténégro et en Albanie.

Même si le pétrole, le gaz, les ressources minières (charbon, fer, bauxite, etc.), hydroélectriques et renouvelables sont très convoitées par les entreprises internationales, les compagnies énergétiques des Balkans demeurent, pour le moment, essentiellement sous contrôle national. Plusieurs exceptions sont à relever, comme la compagnie monténégrine d'électricité, EPCG, dont l'italien A2A détient des parts depuis 2009 ; de même la compagnie pétrolière hongroise MOL a acquis 49 % des parts de l'entreprise croate INA.

La demande en énergie dans les Balkans est en forte croissance et les besoins de financement pour les infrastructures sont également colossaux. Une stratégie énergétique ambitieuse et concertée pourrait affecter positivement les dynamiques internes, en favorisant une forme d'intégration régionale. Ainsi un cycle vertueux d'interaction et d'interconnexion pourrait être amorcé à travers le facteur énergétique.



Les facteurs crisogènes

Les facteurs crisogènes

Quand on s'intéresse à un facteur de crise, les niveaux d'analyse politique, économique et sociale sont inexorablement mêlés. Dans le contexte des Balkans, le crime organisé, les phénomènes migratoires et le risque islamiste sont des facteurs crisogènes, qui renvoient à des dynamiques politiques, économiques et sociales complexes.

En matière de criminalité organisée, le trafic d'armes est particulièrement présent dans la région. En effet, les Balkans des années 1990 ont réuni deux conditions qui en ont fait un marché très propice au trafic d'armes. D'une part, dans une zone marquée par la culture de l'homme armé, le besoin réel ou ressenti de détenir une arme a contribué à favoriser la demande. D'autre part, la forte implantation du milieu criminel a permis un accès aisé à l'offre.

La surabondance dans l'offre d'armes est notamment le résultat de vols massifs dans des arsenaux comme à Tirana (1997, crise des pyramides) qui a notamment équipé l'ex-UCK kosovare. En Bulgarie, la corruption au sein d'usines d'armement a également permis de faire sortir des armes grâce à de faux procès-verbaux de destruction. En outre, dans les années 1990, 5 300 entreprises de sécurité privées ont été créées et armées, ouvrant ainsi un nouveau canal de dissémination.

Par ailleurs, dans le commerce des armes, si le besoin et les moyens financiers prévalent, la question de la qualité reste toutefois importante, avec par exemple des armes serbes de très bonne qualité et prisées des criminels, ou des Kalachnikov

de fabrication chinoise qui s'enrayent facilement. Le marché se caractérise par un va et vient constant entre la légalité et l'illégalité, alimentant le marché noir qui est l'aboutissement de plusieurs marchés. Il faut ainsi distinguer la détention d'arme légale et illégale :

- le marché blanc s'effectue entre les États, et les États balkaniques exportent des armes en particulier vers le Moyen-Orient. Cette situation alimente d'ailleurs le manque de confiance de Bruxelles envers ces États ;
- la dissémination illégale des armes s'effectue principalement par voie routière (autocar, voiture, etc.). Trois ou quatre armes sont déposées dans la soute d'un autocar par exemple, pour être revendues en Europe occidentale. Ces dernières années s'est développée une variante par voie de colis postaux ou de transporteurs privés.

Par ailleurs, le trafic d'une arme ne s'effectue alors pas seulement directement d'un point A à un point B, mais souvent au travers d'une multitude de transferts. Si le recours au *darknet* se développe dans certains pays, ce n'est pas le cas dans les Balkans où il est très facile de se procurer des armes. Des caches d'armes ont été constituées par des diasporas aux abords de l'espace balkanique. Un moyen d'anticiper d'éventuelles crises à venir dans la région est l'analyse des filières de trafic d'armes. Celles-ci s'apparentent à un thermomètre de la situation sécuritaire. Ainsi, depuis deux ou trois ans, des filières se mettent en place au Kosovo. Sur la base de cet indicateur, on peut anticiper qu'il existerait un risque potentiel dans le nord-ouest de la Macédoine (Tetovo).

Si l'amasement d'armes constitue un indicateur anticipé d'intention de violence, il convient de souligner que les armes légères et de petits calibres ne créent pas la violence *per se*, mais l'amplifient une fois que celle-ci est déclenchée. Tant qu'il n'y aura pas en Europe un équivalent du *Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives* (ATF) américain pour la lutte contre le trafic d'armes, il sera impossible de véritablement contrôler ce commerce et de réduire l'effet multiplicateur du trafic d'armes en cas d'éruption de violence.

Un autre facteur structurant qui façonne l'avenir des Balkans occidentaux est la question migratoire. La problématique est double : il faut considérer, d'une part, le phénomène migratoire de 2015-2016 en provenance du Moyen-Orient puis d'Afrique du Nord, d'Afghanistan et du Pakistan et, d'autre part, un mouvement migratoire qui constitue une véritable lame de fond, à savoir l'émigration massive qui vide les Balkans d'une grande partie de sa population.

De la vague migratoire issue du Moyen Orient, 15 000 personnes étaient encore stationnées en Grèce fin 2017, soit plus qu'en 2016. En Hongrie, on compte encore entre 6 000 et 8 000 personnes. De nouvelles routes migratoires se sont ouvertes *via* la mer Noire, la Roumanie, la Serbie et la Croatie, ou encore *via* la Grèce, l'Albanie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et la Croatie. Parmi les migrants, on recense finalement peu de Syriens mais surtout des Afghans et Pakistanais. Un grand nombre de Maghrébins stationnent également en Serbie, ayant peu d'espoir d'obtenir l'asile en UE.

Si des tensions ont pu émerger entre les États balkaniques dans la gestion des flux de réfugiés (notamment entre la Serbie et la Croatie et entre la Serbie et la Macédoine), la situation a été globalement bien gérée et les enfants de réfugiés ont, par exemple, été scolarisés en Serbie à la rentrée 2017. On peut donc noter, par contraste avec d'autres pays plus prospères, que la crise migratoire n'a pas eu de véritable effet déstabilisateur dans la région, que ce soit au niveau politique, économique ou social, contrairement à l'idée répandue, ou plutôt au postulat, que les Balkans sont par nature une région crisogène et instable. Pour le Premier ministre macédonien, la crise des réfugiés a même représenté une opportunité politique.

Le second phénomène migratoire, très préoccupant, est le mouvement massif des populations des Balkans vers l'Europe. Avec un taux de natalité extrêmement faible, les populations balkaniques vont considérablement se réduire dans les années à venir. Au Kosovo, des villages entiers quittent le pays. Par exemple, le commerce des passeurs fleurit pour les Kosovars qui ont besoin d'un visa. Rien qu'en Serbie, 40 000 personnes sont parties en 2016. Les jeunes diplômés bénéficient de bonnes opportunités en Allemagne, où ils trouvent aisément un emploi, notamment dans le secteur médical ou l'informatique. Les Albanais étaient les premiers demandeurs d'asile en France en 2014.

Cet exode pose, symétriquement, des problèmes de pénurie dans certaines professions ou activités au sein des pays émetteurs, par exemple dans le domaine de la santé en Serbie, quittée par 500 médecins en 2016. Or, les gens partent et ne reviennent pas, et leurs pays d'origine ne mettent en place aucune politique

publique pour favoriser ou inciter leur retour. Le risque, à terme, est que ces pays soient essentiellement peuplés de personnes âgées et de personnes peu ou pas qualifiées. Cette lame de fond, encore très peu perceptible aujourd'hui, aura des effets graves sur le long terme, y compris pour les pays d'accueil.



Les influences externes

Les influences externes

Les Balkans sont historiquement à la confluence d'influences extérieures. De nos jours, l'antagonisme principal se cristallise autour de l'Union européenne, l'OTAN et la Russie.

L'élargissement de l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale, puis aux Balkans (Albanie et Croatie en 2009, Monténégro en 2017) est un facteur de tensions avec la Russie, où la crise du Kosovo (1999) demeure un irritant majeur. La tentative de coup d'État et d'assassinat contre l'ex-Premier ministre du Monténégro, Milo Djukanovic (2016), illustre le potentiel déstabilisateur et crisogène de ces antagonismes.

La Russie renforce ses coopérations bilatérales militaires avec certains pays tout en mettant en avant des liens religieux et culturels forts, quitte à soutenir des mouvements nationalistes. L'Église orthodoxe constitue, également, un puissant relais, tandis que le levier financier permet à Moscou d'influencer l'économie, par exemple à travers sa contribution au budget serbe et ses soutiens aux infrastructures énergétiques. Son influence passe aussi par les médias *via* les organes *Sputnik*, *Russia Today* et les réseaux sociaux, relayant un discours d'instrumentalisation de l'histoire et de délégitimation de l'UE et de l'OTAN.

Si la Russie a toujours été un acteur très impliqué dans la région, son influence ne doit cependant pas être surévaluée. Ainsi, la Russie n'a jamais pu contrôler les détroits, ni pleinement intégrer la Yougoslavie de Tito dans le camp communiste. Dans le contexte de l'éclatement de cette dernière, elle est restée proche de la Serbie, Belgrade et Moscou continuant de se définir comme des

nations orthodoxes. La coopération militaire entre les deux États se développe également, avec la vente à la Serbie d'équipements russes tels que les chars T-72, le système de défense anti-aérien S-300 et des hélicoptères de transport militaire. Serbes et Russes ont également inauguré un « centre humanitaire régional » à Nis (Serbie) en octobre 2011, considéré comme une base-avant russe, ou encore mené l'exercice militaire conjoint « Fraternité slave » en 2016. Poutine avait, en outre, désigné Belgrade comme capitale de son Union économique eurasienne. Pourtant, la Russie ne demeure que le cinquième client de la Serbie.

La Macédoine et la Republika Srpska (entité serbe de la Fédération de Bosnie-Herzégovine) se considèrent, eux-aussi, comme proches de la Russie. Et le Monténégro est un lieu de villégiature prisé des Russes aisés, un consulat russe ayant été ouvert à Bar (port en eaux profondes) en 2015. Les entreprises russes représentent 30 % du tissu économique national, notamment dans le secteur minier (bauxite), mais aussi celui des casinos. Toutefois, aujourd'hui, Moscou ne peut plus compter que sur quelques responsables politiques serbo-monténégrins désunis et cantonnés à l'opposition depuis l'indépendance (2006).

Par conséquent, les équilibres sont précaires. L'intérêt actuel de la Russie pour les Balkans est double. Il s'agit, premièrement, de profiter du manque d'activisme économique des Européens dans les Balkans, pour y investir massivement. Le second intérêt est de tenir les pays balkaniques éloignés de l'OTAN, avec un succès relatif puisque, par exemple, Belgrade a effectué ces dernières années 3 exercices avec la Russie contre 17 avec l'Ouest, ce qui tend à témoigner d'une plus grande proximité avec l'Occident.

D'ailleurs, les militaires serbes projetés en OPEX le sont au sein de missions onusiennes ou européennes (RCA).

L'Union européenne (UE) reste l'acteur majeur dans la stabilisation et le développement des Balkans, par son influence sur la sécurité régionale et les réformes politiques internes. Lors du sommet de Thessalonique en 2003, l'UE avait ouvert la voie à l'intégration des Balkans dans l'Union. Cependant, avec la montée des populismes et des poussées identitaires qu'elle connaît, l'UE semble aujourd'hui moins encline à considérer un nouvel élargissement. Quinze ans plus tard, force est de constater l'échec des négociations avec la Turquie et l'inclusion des Balkans, traduisant une certaine naïveté initiale de l'UE, basée sur l'espoir d'une transformation démocratique et économique rapide grâce à l'élargissement.

Au plan domestique, cette lutte d'influence entre l'UE et la Russie est instrumentalisée par certains responsables politiques qui tentent d'obtenir de larges contreparties des deux acteurs sous peine de se retourner définitivement vers l'autre.

La perspective d'une intégration des États balkaniques dans l'UE est moins menaçante pour Moscou que leur inclusion au sein de l'Otan. À terme, ces nouveaux entrants pourraient même représenter des alliés importants et utiles au sein de l'UE. La Russie mais aussi la Turquie ne s'y trompent pas et tentent de saisir cette opportunité pour tenter de réinvestir la région. Si l'influence de la première est visible et connue, celle de la seconde au Kosovo et en Bosnie est bien plus discrète. La Turquie investit, en effet, dans les Balkans en matière de *soft power* (Bosnie-Herzégovine et Sandjak serbe), tout comme la Chine.

Ces deux États dont les relations bilatérales s'approfondissent pourraient trouver un terrain de convergence potentiel dans les Balkans, et notamment en Serbie.

La compétition avec la Chine s'annonce redoutable, face à une UE qui ne se donne pas les moyens de ses ambitions. La Chine, par exemple, développe une vision mondiale avec le format « 16+1 » en Europe qui pourrait entamer les intérêts de l'UE. À Sofia a été créé, avec les Chinois, un centre de recherche sur les infrastructures de transports. La Chine, qui investit depuis plusieurs années dans les infrastructures nécessaires au renouveau économique des Balkans (pont à Belgrade, autoroute au Monténégro, etc.) nous rappelle que les Balkans, loin de se résumer à une périphérie, sont un corridor essentiel.

Par ailleurs, on peut s'interroger sur les risques de laisser ces pays dans un entre-deux sécuritaire, stable en apparence mais peu sûr. Si la position de Washington reste très floue à ce sujet, les États-Unis considèrent maintenant davantage la région comme un espace où la Russie tente de gagner du terrain. Ainsi, le maintien de la présence militaire dans la base américaine de la KFOR à Bond steel (Kosovo) est perçu comme un contrepoids à la présence russe à Nis (Serbie), à quelques kilomètres. Aujourd'hui, le potentiel de déstabilisation de cette région reste alarmant.

Enfin, l'Iran, qui est intervenu très tôt en Bosnie dans les 1990, semble engagé dans une surenchère avec l'Arabie Saoudite jusque dans la région balkanique.

Les enjeux énergétiques sont particulièrement dimensionnants.

Parmi les influences extérieures, Moscou représente pour l'UE la menace principale en termes de stratégie énergétique. En effet, l'énergie est le premier facteur d'influence russe, sous des formes diverses, affectant :

- les acteurs économiques : des acteurs étrangers sont en mesure de mettre en œuvre des mécanismes complexes de nature à assurer leur emprise. Ainsi, en 2000, la compagnie pétrolière autrichienne OMV prend des parts de l'entreprise hongroise MOL. Mais OMV est ensuite en partie rachetée par Gazprom, qui récupère ainsi MOL qui détient elle-même 41 % des actions du croate INA. Les Russes se trouvent dès lors actionnaires de la société croate ;
- les pays de la zone : l'acheminement du pétrole et du gaz est un enjeu stratégique, dans lequel la Serbie joue un rôle central. Les ambitions russes contribuent à tendre les relations régionales, à l'instar de l'irritation croissante de la Croatie à l'égard de Moscou en matière énergétique ;
- les dynamiques de coopération : en août 2016, Poutine et Erdogan ont relancé le projet de gazoduc *Turkish Stream* reliant la Russie à la Turquie en traversant la mer Noire, et dont le prolongement vers le marché européen passe par les Balkans occidentaux.

Les Balkans sont ainsi appelés à devenir le pivot de la sécurité énergétique européenne, alors que l'UE fait face à un défi énergétique important. Elle dispose, en effet, de peu de ressources et accuse une forte dépendance aux importations. Le mythe d'une substitution intégrale des énergies fossiles par les énergies renouvelables ne doit pas faire illusion : l'UE devra

nécessairement recourir au gaz.

Depuis la découverte de gisements de gaz en mer Caspienne en 1997, puis les différentes crises gazières provoquées par la réduction ou l'arrêt par la Russie de l'alimentation des gazoducs passant par l'Ukraine, les Balkans sont une région de plus en plus convoitée. À l'heure actuelle, les projets de gazoducs *South Stream* et *Nabucco* sont caducs, mais le *Trans Adriatic Pipeline* (TAP), en construction, traversera la Grèce, l'Albanie, la mer Adriatique et l'Italie pour fournir l'Europe. Si les Balkans (hormis peut-être l'Albanie) ne bénéficieront pas du TAP et devront recourir encore longtemps au charbon, il reste que le marché européen sera de plus en plus dépendant des routes d'approvisionnement balkaniques.



Quelles perspectives pour
les Balkans occidentaux ?

Quelles perspectives pour les Balkans occidentaux ?

Les Balkans occidentaux sont le théâtre d'une multitude de crises politiques, socio-économiques, ou encore démographiques, avérées ou latentes, tenant à la fragilité des systèmes politiques et de la démocratie, à l'influence croissante d'acteurs extérieurs, aux enjeux énergétiques, au risque islamiste comme au vieillissement de la population lié à la forte émigration et à la faible natalité.

Or, les Balkans n'ont pas reçu ces dernières années toute l'attention qu'ils méritaient de la part de l'UE, qui a ainsi manqué plusieurs occasions de se poser comme acteur central de réconciliation et de progrès. Aujourd'hui, le nombre et l'ampleur des défis qui s'accumulent dans la région pourraient provoquer dans un avenir proche un retour dramatique des Balkans sur le devant de la scène.

Pour faire face à ces enjeux, les solutions possibles pourraient inclure des initiatives visant à :

- construire un « commun », à travers, d'une part, divers projets de développement fédérateurs afin de promouvoir une solidarité régionale en favorisant les échanges entre les pays balkaniques et, d'autre part, l'émergence d'une conscience collective fondée sur un travail de mémoire coopératif permettant de réconcilier les vues historiques et les différences culturelles. Cet effort de construction repose sur deux piliers :
 - encourager et faire connaître les avancées importantes dans la conduite des négociations entre les États balkaniques, à l'instar de la Serbie et de l'Albanie

qui ont accepté d'être en désaccord sur le Kosovo afin d'avancer sur leurs intérêts communs. La réconciliation franco-allemande serait, à ce titre, un modèle à suivre et à promouvoir dans les Balkans ;

- réduire les fractures ethno-religieuses et promouvoir la réconciliation populaire. Encore aujourd'hui, les populations demeurent séparées. Ainsi, malgré la reconstruction du pont de Mostar (Bosnie-Herzégovine), inauguré en 2004, les populations croates catholiques et bosniaques musulmanes sur les deux rives ne se mélangent pas davantage ;

- réaffirmer l'attractivité du modèle européen. Aujourd'hui, l'Europe traverse une crise de confiance, affectant du même coup la crédibilité du système démocratique dans les Balkans au bénéfice de systèmes autocratiques. La liberté d'expression et de la presse dans les Balkans est, ainsi, en situation de recul. Les régimes en place en viennent à provoquer des crises pour justifier leur persistance au pouvoir, tout en prétendant protéger la démocratie. Relancer une dynamique vertueuse de l'attrait européen suppose d'ériger la zone balkanique en priorité de l'Union européenne (UE). Si elle est en position de force et dispose de moyens importants, elle doit pouvoir concentrer ses investissements pour les pays et thématiques prioritaires :
 - sur le plan politique, l'UE doit aller au-delà de son rôle de simple « facilitateur » des discussions (entre la Serbie et le Kosovo par exemple) pour proposer un véritable cadre de négociation entre les partie

prenantes en favorisant les acteurs consensuels afin d'aboutir à de véritables engagements et compromis de part et d'autre ;

- sur le plan économique, il faut allouer les ressources nécessaires et accompagner les entreprises européennes pour développer les facteurs de stabilité. Il semble, en particulier, opportun d'investir massivement dans la santé et les infrastructures pour promouvoir le développement et désenclaver la région. Un fonds pourrait être créé à cet effet, en réaffectant les ressources de la politique de voisinage vers les pays prioritaires. Cela pourrait créer une concurrence vertueuse entre les États balkaniques et favoriser, en corollaire, une expression plus ouverte et critique sur les dérives locales ;
- sur le plan militaire, il est possible de s'interroger sur la nécessité d'accélérer la coopération ou l'ancrage occidental, notamment pour la Serbie, plutôt que d'attendre qu'elle effectue d'abord sa transition militaire avant d'entrer dans l'OTAN, puis dans l'UE, selon le processus habituel suivi par les nouveaux entrants. Élargir l'OTAN davantage provoquerait très probablement une réaction de la Russie, marquée par son échec à empêcher le Monténégro à y adhérer.

L'ensemble de ces actions européennes, politiques, économiques, militaires, traduirait une UE à la fois à la fois plus exigeante mais aussi plus généreuse en termes de moyens. L'enjeu est d'affirmer la présence des pays européens, sous peine que d'autres puissances ne prennent leur place, ne substituent aux

perspectives d'intégration une logique conflictuelle, ou qu'une crise potentielle ne soit à terme beaucoup plus délicate à gérer.



Ordre
du jour

Ordre du jour

Colloque Interaxions 14 décembre 2017

Ouverture..... 9 h 00

Table ronde 1 :
friabilités internes des Balkans 9 h 30 – 10 h 45

Table ronde 2 :
facteurs crisogènes 11 h 00 – 12 h 30

Table ronde 3:
influences externes 14 h 00 – 15 h 30

Table ronde 4:
que faire pour éviter une nouvelle crise ? ... 15 h 45 – 17 h 30

Conclusion 17 h 30